

[Texte]

• 1550

The real risk, Mr. Chairman, would be discussing the whole thing twice, because no matter what discussion we had now it would not preclude the discussion later, if indeed the government has to come back for more money. I would hope we do not need to get into lengthy discourse with witnesses who would be forced to make various assumptions, and that is all they would be, for the net impact of what the shortage might be. I would prefer we get on with this, which does not . . . funds in, and deal with it as quickly as we can.

The Chairman: Miss Nicholson.

Miss Nicholson: I do not think a borrowing authority bill needs a very great and exhaustive discussion, or a long set of witnesses. While we should be prepared to deal with this quickly so the government can get on with its business, and we do not want to protract the hearings, we do want to give an informed consent as much as we can; and therefore I would like to see the Minister and officials at least once to have some discussion about the two assumptions made in the budget, which are obviously changing—the oil price and the interest rate prices—and to have some idea of what kind of shortfall we may be looking at when they come back with the second bill.

The Chairman: Mr. Riis.

Mr. Riis: Mr. Chairman, we are dealing with a request to borrow, if my memory serves me, \$22.6 billion. I am quite willing to see this through very quickly and not prolong discussion and debate. We have had a good round at second reading and will likely have another opportunity, if we wish it, at final reading.

However, as responsible parliamentarians, as a legislative committee under your chairmanship, sir, to pass this bill, to pass \$22.6 billion, without hearing a single witness, without hearing even the Minister or the officials, or anybody, I think people would say we probably are not doing our job.

I am not calling for a long list of witnesses; I am simply calling for an opportunity for us to enter into a discussion with the Minister responsible for this legislation, and at this point, quite frankly, leave it at that. If at the end of that we feel we have answers anyone is able to give us with the present information, then I say we pass it to that point.

The Chairman: Mr. Blenkarn.

Mr. Blenkarn: Mr. Chairman, unfortunately the Minister of Finance will be out of the country for the next two weeks. There is a major IMF meeting in Washington he has to go to tomorrow, immediately after the oil meeting; and he goes from Washington to Europe for an IMF meeting and an OECD meeting. He will not be back until the latter end of next week.

[Traduction]

Le véritable risque serait de discuter de cette question deux fois, monsieur le président, car même si nous en discutons maintenant, il faudra en discuter encore plus tard, si le gouvernement doit revenir demander de l'argent. J'espère que nous n'aurons pas à discuter longuement avec des témoins qui se sentiraient obligés de présenter diverses hypothèses, et c'est tout ce qu'ils peuvent faire, sur l'effet du déficit. Je préférerais que nous poursuivions l'examen de ce projet de loi qui ne . . . pour régler la question aussi rapidement que possible.

Le président: Mademoiselle Nicholson.

Mme Nicholson: Je ne crois pas qu'un projet de loi portant pouvoir d'emprunt nécessite une discussion très longue et très exhaustive ou l'audition de nombreux témoins. Nous devons certes être disposés à l'expédier très rapidement pour que le gouvernement puisse fonctionner, et ne devons pas faire traîner les audiences, mais nous ne pourrions l'adopter qu'en connaissance de cause. Par conséquent, j'aimerais que le ministre et ses collaborateurs viennent au moins une fois pour discuter de deux présomptions du budget, lesquelles ne sont manifestement plus valables—le prix du pétrole et les taux d'intérêt—afin que nous puissions avoir une idée du déficit auquel nous devons faire face lorsqu'un deuxième projet de loi sera présenté.

Le président: M. Riis.

M. Riis: Monsieur le président, nous devons examiner une demande d'emprunt, si ma mémoire est fidèle, de 22,6 milliards de dollars. Je suis bien disposé à adopter le projet de loi très rapidement et à ne pas prolonger le débat. Nous avons eu l'occasion d'en discuter lors de la deuxième lecture et nous aurons probablement l'occasion de le faire encore, si nous le voulons, lors de la lecture finale.

Toutefois, en tant que parlementaires responsables, et en tant que Comité législatif sous votre présidence, monsieur, nous ne saurions adopter ce projet de loi portant sur 22,6 milliards de dollars sans entendre un seul témoin, sans même entendre le ministre ou ses collaborateurs ou autres. Les gens diraient que nous ne faisons pas notre travail.

Je ne demande pas qu'on entende une longue liste de témoins, je demande simplement qu'on ait l'occasion de discuter avec le ministre responsable de cette loi et c'est tout ce que je demande. Si par la suite, nous pensons avoir reçu les réponses qui peuvent nous renseigner, alors nous pourrions adopter le projet de loi.

Le président: Monsieur Blenkarn.

M. Blenkarn: Monsieur le président, le ministre des Finances sera malheureusement absent du Canada pour les deux semaines qui viennent. Il y a une réunion importante du Fonds monétaire international à Washington à laquelle il doit assister demain, tout de suite après la réunion sur le pétrole, et de Washington il doit se rendre en Europe pour une réunion du Fonds monétaire international et une réunion de l'OCDE. Il ne sera pas de retour avant la fin de la semaine prochaine.